

Décembre 2017

Modernisation de l'Economie

3 réformes indispensables

Introduction

Le Cercle d'outre-Manche propose trois séries de réformes indispensables à la modernisation de l'économie française :

- Ancrer la stabilité juridique et fiscale (sans rétroactivité)
- Rendre pérenne la baisse de la dépense publique, de l'impôt et de la dette
- Donner à l'administration des objectifs mesurables de soutien aux entreprises

Ces trois mesures favoriseront de manière durable la confiance et l'investissement, créateur de richesse et d'emplois.

Au cours des 13 dernières années, le Cercle d'outre-Manche a analysé les politiques publiques britanniques et françaises et a émis un certain nombre de propositions qui ont été mises en œuvre avec succès en France. Par exemple, la création de Pôle Emploi sur le modèle des Job Centres Plus, la rupture conventionnelle du contrat de travail ou encore la mise en place d'une Commission consultative d'experts chargée de remettre chaque année à la Commission nationale de la négociation collective (CNNC) et au gouvernement un rapport sur les évolutions souhaitables du SMIC (sur le modèle de la « *Low Pay Commission* »).

La France est un pays attractif pour les investisseurs étrangers en raison de sa position géographique mais surtout en raison de ses infrastructures de qualité comme ses réseaux de transport, son système d'éducation ou encore son système de santé. La France possède le *hardware* de l'attractivité économique, c'est-à-dire les infrastructures et atouts structurels, ou "durs", dont peu de pays peuvent se targuer.

L'avantage britannique lui, se situe en revanche sur le *soft*, c'est-à-dire sur les comportements et l'environnement économique et culturel. Le *soft* est, par définition, souple.

Or, le problème de la France est sa tendance à faire du *soft* un domaine *hard*, c'est-à-dire à rigidifier ce qui n'est pas de nature à l'être. Ce sont par conséquent les *softwares* qu'il faudrait améliorer en France : notamment l'environnement administratif dans lequel les entreprises évoluent.

Le Royaume-Uni est à bien des égards l'inverse de la France : un hardware qui est de moindre qualité mais un software évolutif permettant à l'économie d'être plus attractive et réactive au changement.

Le Royaume-Uni partait de loin il y a 20 ans et le pays est parvenu à créer une société de plein emploi

Observé avec circonspection depuis le vote en faveur du Brexit, mais toujours envié à ce jour pour sa situation de plein-emploi (4,3% de chômage), le Royaume-Uni a considérablement évolué en une génération. D'une nation bloquée dans les années 1970-80 et peu encline au changement, **le Royaume-Uni est devenu au cours de ces deux dernières décennies un pays qui a su se réformer en profondeur afin de générer croissance et emplois.**

Depuis les années 1990, **la notion de compétitivité a été placée au centre de la société britannique** et la crise de 2008 a accéléré la prise de conscience qu'aujourd'hui la création d'emplois et de richesses passe nécessairement par l'entrepreneuriat. Le pays tout entier est aujourd'hui mobilisé, dont l'administration et la fonction publique, pour aider les entreprises à se développer. « **Créer les richesses avant de les redistribuer** » : il s'agit là d'un fort consensus national outre-Manche.

Les années 2000-16 auront été marquées par un cycle de réformes structurelles qui a profondément modernisé l'économie britannique.

Les succès majeurs auront été :

- La souplesse du droit du travail comme condition nécessaire à la croissance de l'entreprise et donc à l'emploi.
- Un véritable dialogue social employeur-employé, avec pour objectif la pérennité de l'entreprise, et donc de l'emploi.
- Une fiscalité sur le travail et le capital allégée pour préserver la compétitivité des entreprises.
- Une stratégie de compétitivité centrée sur l'« héroïsation » de la figure de l'entrepreneur.
- Des dispositifs efficaces pour inciter les épargnants privés à investir dans les start-ups (EIS et SEIS).
- Des universités largement tournées vers la création d'entreprises

Pour conduire le changement, les gouvernements britanniques successifs, de droite comme de gauche, se sont appuyés sur un large consensus national : 3 préalables à toute réforme structurelle.

Les 3 piliers sur lesquels repose la conduite du changement au Royaume-Uni

1- Ancrer la stabilité juridique et fiscale (sans rétroactivité)

En économie, la confiance est déterminante. Or, celle-ci est étroitement liée à la lisibilité et la stabilité du système d'imposition. Lorsque sa complexité est jugée trop élevée, l'on décourage l'esprit d'entreprise et, en conséquence, l'activité économique.

Dans une économie qui se transforme rapidement et où la création d'emplois est de plus en plus dévolue à des PME et entreprises de taille intermédiaire très consommatrices de fonds propres, il ne fait aucun doute que la compétitivité passe par l'instauration d'une fiscalité simple et lisible pour les investisseurs comme pour les entrepreneurs.

La complexité de la fiscalité et sa variabilité demeurent l'un des principaux freins à la création d'entreprises et d'emplois en France.

Il est intéressant de regarder ce que fait le Royaume-Uni dans ce domaine puisque le pays a placé la simplification fiscale au cœur de sa politique de compétitivité et d'attractivité.

Un exemple de bonne pratique avec l'**Office of Tax Simplification** :
www.gov.uk/government/organisations/office-of-tax-simplification

Cet organisme indépendant, créé par George Osborne en 2010, est composé d'un petit groupe d'experts au nombre de 4, ainsi que d'un secrétariat comportant des fonctionnaires et des experts privés (6). **Ses missions principales: 1/ recenser et évaluer chaque année l'ensemble des dispositions fiscales, 2/ travail de simplification.**

L'OTS permet en outre d'intégrer le point de vue des entreprises dans les efforts de rationalisation et de simplification de la stratégie fiscale britannique.

2- Rendre pérenne la baisse de la dépense publique, de l'impôt et de la dette

Au Royaume-Uni, les dépenses publiques sont passées de 49,9% du PIB en 2009 à 47% en 2016 (augmentation en France de 56,6% à 57,5% sur la même période). S'agissant de la fonction publique, il est utile de rappeler que le gouvernement britannique a supprimé près d'un million d'emplois publics entre 2011 et 2017.

La baisse de l'emploi dans la fonction publique et la réduction des transferts sociaux sont la seule manière de réaliser des économies.

En moyenne, les ministères britanniques ont vu leurs moyens baisser de près de 25% entre 2010 et 2016. Parmi les plus touchés, figurent le Trésor et l'Environnement dont le budget a été réduit respectivement de 33% et 29%. Les Affaires étrangères et la Culture ont vu leurs budgets baisser de 24%. Il s'agit bien d'un plan d'économie drastique dont le but affiché est de supprimer le gaspillage et de réformer l'Etat providence britannique.

Aujourd'hui, la France occupe le premier rang européen pour les dépenses publiques. Les transferts sociaux se chiffrent à 400 milliards d'euros par an, répartis en près de 1 300 allocations différentes. Le niveau de réduction annuelle de la dépense doit se situer entre 50 milliards d'euros (pour remettre les finances publiques d'aplomb) et 150 milliards d'euros (pour retrouver la moyenne de l'OCDE).

A titre d'exemple, la Banque d'Angleterre qui gère sa devise nationale et mène une politique monétaire indépendante compte 1 955 salariés pour un coût total de 155 millions d'euros par an. Il est intéressant de relever que la Banque de France emploie 13 000 agents pour un coût de 1,5 milliard d'euros par an.

Pour établir la confiance de manière durable, il faut en finir avec les arguments keynésiens selon lesquels on ne peut réduire les dépenses publiques en période de croissance car cela risquerait de fragiliser la reprise et qu'il faut accroître la dépense publique en période de ralentissement pour relancer l'économie. L'échec patent de cette approche depuis plus de 40 ans devrait pousser la France à agir avec détermination et mener courageusement les réformes

indispensables que de nombreux pays tels que la Suède, le Canada mais aussi l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont accomplies.

3-Donner à l'administration des objectifs mesurables de soutien aux entreprises

L'une des missions des gouvernements britanniques successifs aura été de rendre les administrations publiques plus efficaces et au service des entreprises. En effet, il est frappant de voir comment les administrations publiques britanniques traitent leurs interlocuteurs comme des clients et non comme des assujettis.

Au Royaume-Uni, l'idée centrale est qu'une administration pro-entreprises est un élément à part entière de la compétitivité nationale. C'est le même raisonnement qui prévaut en matière d'*open data*. On ouvre des données publiques à l'ensemble des citoyens afin de permettre à la société civile de jouer un rôle de contrepoids face à l'administration et aux risques liés au « *red tape* » (paperasserie administrative).

Simplification administrative et « *One stop service* » arrivent en tête des priorités annuelles données à l'administration britannique.

Un exemple de bonne pratique est le **BRE (*Better Regulation Executive*)**

www.gov.uk/government/groups/better-regulation-executive

Cet organisme, au sein du Ministère « *Business, Energy and Industrial Strategy* », comprend des experts indépendants. Leur rôle de veiller à ce que le pays ne croule pas sous les normes et les réglementations qui finissent par étouffer l'économie d'un pays s'il n'y a pas d'élagage régulier. Ce travail du BRE a permis de réduire considérablement les normes de construction par exemple ou de supprimer quelque 80 000 pages d'instructions environnementales. Grâce à cette simplification, le gouvernement britannique estime avoir fait économiser aux entreprises 12,5 milliards d'euros au cours de ces 5 dernières années.

Il existe outre-Manche un large consensus sur la nécessité de la « réforme permanente et évaluée » afin d'adapter le pays au changement et faire face à la compétition internationale. A l'heure du Brexit, il va être intéressant de voir comment le Royaume-Uni va utiliser ce modèle pour rebondir.

Au moment où les entreprises regardent de près le coût de leurs opérations au Royaume-Uni par rapport à d'autres pays, il y a une véritable opportunité à saisir pour la France. **Cela passe nécessairement par une politique d'attractivité volontariste (qui ne fera que nous ramener à la moyenne de l'UE) et un choc de compétitivité au nom de l'emploi et de la croissance, mais aussi de la maîtrise de notre destin et de notre indépendance nationale.**

Si nos amis britanniques ont été capables de le faire il y a 20 ans, il n'y a pas de raison pour que nous ne le fassions pas à notre tour, et mieux !

Pascal Boris et Arnaud Vaissié
Co-fondateurs du Cercle d'outre-Manche